



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFET DE LA MANCHE**

**DIRECTION  
DEPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA  
MER DE LA MANCHE**

**VIKINGS LOISIRS  
34, avenue du pont neuf  
85800 SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE**

**Service Environnement**

**Unité Protection de la  
Ressource et  
Aménagement**

SAINT-LO, le 10 octobre 2023

Dossier suivi par : Natanaëlle PELLEN  
Mèl : natanaelle.pellen@manche.gouv.fr  
Tél. : 02 33 77 52 81  
Fax : 02 33 06 39 09

**Réf. : GUN 0100024419 – Version dématérialisée**

**Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de  
l'environnement : Lotissement d'habitations – 38 lots - Commune de Beauvoir  
Accord sur dossier de déclaration**

Madame la gérante,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Lotissement d'habitations - Commune de Beauvoir**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 27 juin 2023, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Aucun rejet d'ANC ne sera autorisé dans les noues et le bassin d'infiltration. Les informations relatives au moyen de gérer les eaux pluviales des lots (modalité, dimension...) devront être transmises aux futurs acquéreurs.**

Pour votre information, l'ensemble des haies ou alignement d'arbres, quelles que soient leurs caractéristiques constituent un habitat pour de nombreuses espèces protégées (plantes, oiseaux, mammifères...). En cas d'arrachage de haies en place, je vous conseille de contacter le point info haie : [info.haies@manche.gouv.fr](mailto:info.haies@manche.gouv.fr).

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le projet appelle cependant les remarques suivantes :

- son implantation est prévue sur des parcelles classées 2AU dans le PLUi et donc non urbanisable dans l'immédiat. Le dossier n'évoque à aucun moment cette classification.

**- le raccordement des eaux usées des habitations à la station d'épuration d'Ardevon interpellé étant donné que celle-ci est proche de sa capacité nominale organique.**

Les copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Beauvoir pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la MANCHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Madame le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du service environnement,



Olivier CATTIAUX

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)